



Nicolas SARKOZY : une politique au service des riches contre l'immense majorité de la population



L'avènement du pouvoir présidentiel :

Voilà déjà plus de cent jours que les Français se sont donnés Nicolas SARKOZY comme président.

Que ce soit du côté du gouvernement ou de la part des médias propriétaires des «amis du président », chacun rivalise dans son allégeance à Nicolas 1^{er}, monarque des Français: Tout est prétexte à évoquer la posture du président, l'avis du président, l'émotion du président, la femme du président, les enfants du président, les amis du président, les vacances du président. Nicolas est partout ; Nicolas a

un avis sur tout ; Nicolas décide de tout.

En devenant président, il s'est attribué tous les pouvoirs, ceux relevant de sa charge, ceux normalement dévolus aux ministres qu'il s'est choisis, ceux qui reviennent au Sénat et à l'Assemblée Nationale. Mais, comme si cela n'était pas encore suffisant, il souhaiterait pouvoir rendre la Justice à la place des magistrats, enseigner à la place des professeurs, éduquer à la place des parents et présenter tous les soirs le journal de 20 h. Rien ne doit dépasser, pas même « un bourrelet » de son corps d'athlète...

Tel est l'homme de la « rupture » : rupture non pas avec les politiques libérales des gouvernements précédents mais rupture de « style »... qui n'est rien d'autre qu'une utilisation de toutes les possibilités données par la constitution anti-démocratique de la V^{ème} République (*mise en place par De Gaulle suite au putsch du 13 mai 58, qui visait à sauvegarder le régime capitaliste affaibli par la lutte de libération nationale algérienne et par les luttes des travailleurs en France impulsées par un PCF alors authentiquement révolutionnaire*).

Un été vraiment pourri...

Il ne s'agit pas que d'un jeu d'ombres et lumières: Sarkozy, avec l'UMP et le MEDEF, mettent en place leur programme commun antisocial. Les premiers bénéficiaires ont été les riches grâce au bouclier fiscal. Tandis que pour les intérêts d'emprunt immobilier pour les plus modestes, ils avaient oublié une évidence, la loi ne peut être rétroactive... Les impôts tombent, et là encore, les baisses attendues n'existent pas. Au contraire, le gouvernement imagine déjà de nouvelles taxes : la TVA sociale, les franchises médicales et le projet d'impôt minimum. Les prix augmentent sans cesse, chacun s'en aperçoit, contrairement aux mensonges des instituts officiels.

En misant sur l'émotion, le gouvernement a mis en place avec les peines planchers une politique pénale ultra-répressive qui risque fort, à terme, de toucher beaucoup de justiciables et pas toujours des récidivistes. Ce gouvernement imagine, comme son modèle américain, que pour solutionner un problème de société il suffit d'en cacher les effets, en rendre responsables les victimes. Remplir les prisons n'a jamais rien réglé, bien au contraire.

En légiférant sur le service minimum dans les transports, la droite a réalisé un vieux rêve, celui de porter atteinte au droit de grève. Personne n'a intérêt à se réjouir de cette situation et surtout pas les salariés utilisateurs quotidiens des transports en commun.

Autre vieux rêve, celui de diminuer le nombre des fonctionnaires. Les esprits étroits, qui naïfs qui croient au vieux mythe des « fonctionnaires payés à ne rien faire », risquent fort de se réjouir. Mais à bien y réfléchir, l'objectif n'est-il pas, à l'avenir, de confier aux sociétés privées et à leur appétit de bénéfices des missions de service public qui deviendront réservées à ceux qui pourront payer ?

Le gouvernement s'occupe de l'immigration: pour cela il organise des rafles, des opérations de police, des reconduites à la frontière. Mais en réalité, il s'agit de « brosser dans le sens du poil » les électeurs d'extrême droite. Les chiffres sont éloquentes : les objectifs d'arrestations sont de 125 000, les reconduites à la frontière atteindront 25 000... ce qui laisse dans la clandestinité 100 000 personnes ! Une manne pour les patrons, qui auront ainsi à disposition des salariés dociles, sous payés, sans droits. Les marchands de sommeil se réjouissent aussi. Ce gouvernement souhaite « gérer » des clandestins ; au contraire les « sans-papiers » préfèrent, eux, travailler légalement, verser des cotisations sociales, payer des impôts, participer au développement du pays. La régularisation, c'est la solution !

Ce gouvernement qui met en place son programme au service des riches n'a cessé de répéter qu'il est prêt à la discussion, à la négociation. Il « consulte » les responsables syndicaux, les responsables des partis politiques, ceux des associations et... il décide que sa politique est juste et met en place ce qui était initialement prévu. Quel intérêt ont-ils donc tous à se présenter à l'Elysée, sinon à servir de faire valoir à cette politique ? Ce gouvernement voudrait aussi choisir son opposition, l'endormir, la rendre docile sinon c'est la matraque, le procès d'intention, l'insulte contre ceux qui luttent.

Construire une opposition massive à cette droite triomphante !

Sarkozy, bien qu'il annonce ne rien vouloir céder de son programme, devra tenir compte du rapport de force, malgré tout.

Ce « rapport de force » ne se construit pas dans l'opposition parlementaire qui nous apparaît bien impuissante et peu combative... le PS ayant même placé certains des siens comme Kouchner au sein du gouvernement ou, comme Strauss-Kahn, au sein du FMI (poussé par le petit Nicolas).

Le rapport de forces se construit dans la rue, par les mobilisations sociales. Cette méthode de gouvernement « au rouleau compresseur » ne doit pas nous pousser à nous résigner, à céder au sentiment d'impuissance. L'histoire sociale de ce pays est là pour nous rappeler que de tout temps, y compris les plus durs, les gouvernants ont cédé face à une lutte unie et massive. Bientôt les victimes de cette politique libérale se compteront, y compris parmi les électeurs de Nicolas SARKOZY.

Il revient donc à tous les progressistes, à tous ceux qui veulent dresser un barrage aux assauts du capital et de son appareil d'Etat, de créer les conditions de l'émergence d'un mouvement uni d'opposition. A la Coordination Communiste, nous sommes prêts à y prendre notre part.

Fait le 1^{er} septembre 2007

IPNS Ne pas jeter sur la voie publique.